« L'immigration a déstabilisé les systèmes sociaux de nombreux pays européens »

30/11/2019 à 0h54

Yves Mamou est un ancien journaliste du Monde, il a également collaboré au Canard Enchaîné, à Libération et à La Tribune.
[…] Cela fait trente ans qu'il existe un puissant courant d'immigration continue en France et en Europe, en provenance du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. À ma connaissance, aucune étude n'a jamais montré l'impact positif de cette vague d'immigration sur le financement des caisses de retraite. Les bénéfices économiques de l'immigration, c'est toujours au futur qu'on nous les annonce.

L'idée que les migrants sont et seront de plus en plus nécessaires pour payer les retraites des populations européennes qui ne font plus d'enfants et vivent trop longtemps, est un mensonge qui a la peau dure. L'époque est finie où l'industrie avait besoin de toujours plus de main-d'œuvre déqualifiée pour les chaînes de montage, les ateliers textiles et les usines de jouets. […]

L'immigration ne sert plus aujourd'hui qu'à maintenir des salaires bas en France et en Europe dans un certain nombre de secteurs clés pour la bourgeoisie urbaine: la restauration, le bâtiment et les travaux publics, les services à la personne, le nettoyage, la sécurité, la santé et les soins aux personnes âgées. Ce sont des métiers faiblement rémunérés et qui génèrent peu de cotisations sociales. De plus, dans certains secteurs comme la restauration, le travail clandestin est très fréquent. Et cette immigration qui suscite de plus en plus d'inquiétude n'apporte rien à des retraites dont chaque gouvernement entreprend de raboter le montant au nom de la

décroissance démographique. […]

On évoque les bénéfices à venir de l'immigration, mais pas les coûts immédiats liés à ce même courant migratoire?

Exactement. Aujourd'hui, la France est le pays de l'Union européenne qui subit la plus forte pression migratoire. Or les réfugiés génèrent, si l'on en croit Michel Aubouin, ancien préfet et ancien directeur d'administration centrale au ministère de l'intérieur, un coût très élevé (de l'ordre de 4 à 5 milliards d'euros par an pour 2018).

L'hébergement et les allocations représentent environ 1,5 milliard d'euros. Un tiers (500 millions) va directement dans la poche des demandeurs d'asile qui attendent que leur dossier soit traité, et le reste est constitué par les dépenses liées à l'hébergement (500 à 600 millions d'euros) de ces migrants. À ces dépenses d'allocations et d'hébergement, il faut ajouter les frais de fonctionnement accrus des administrations chargées de gérer l'asile: OFPRA, CNDE, OFII et guichets de préfecture. L'Aide Médicale d'État (AME) est coûteuse également: les clandestins ne sont pas seulement rémunérés et hébergés, ils sont également soignés quand ils apportent la preuve qu'ils résident depuis plus de trois mois en France. Elle coûte aujourd'hui un milliard d'euros. […]

Le Figaro